





PRÉAMBULE

Le Pôle ressources ville et développement social, centre de ressources Politique de la ville ouest francilien (Hauts-de-Seine, Val d'Oise, Yvelines), consacre chaque mois la 3ème page de sa lettre d'information Résonances à la valorisation d'une expérience locale sur ces territoires, en lien avec la Politique de la ville, et plus largement le développement social et territorial.

Sous forme d'articles, ces fiches expériences restituent les échanges issus d'interviews menées auprès de porteur.seuse.s de projet. Elles rendent compte d'une démarche inscrite dans le temps : genèse, partenariats engagés, forces et/où difficultés ayant pu être rencontrées, perspectives.

Les articles s'attachent à varier les thèmes, les porteur.seuse.s de projets - collectivités territoriales, associations, institutions, bailleurs sociaux... -, ainsi que les territoires d'action, tout en donnant à voir la diversité et la richesse des initiatives, ainsi que le dynamisme à l'oeuvre et la capacité à innover face aux défis rencontrés.

L'ensemble des articles réalisés cette année 2021 - par Guillaume Dejardin, Franck Doucet, Caroline Dumand, Benoît Romero, Noémie Siéfert -, est regroupé au sein de ce recueil.



SOMMAIRE

Une démarche expérimentale de réouverture d'un espace inoccupé avec et	P.4
POUR LES HABITANTS, VILLE DE GENNEVILLIERS - DÉCEMBRE 2020/JANVIER 2021	
Une démarche partenariale pour coproduire la sécurité publique dans les quartiers, Institution, Garges-lès-Gonesse-Sarcelles - février 2021	P.6
[Re] mobilisation: un programme pour aider les jeunes à reprendre confiance en soi, Association Entracte, Mantes-la-Jolie - mars 2021	P.8
La cellule de veille éducative, un appui pour repérer les jeunes en rupture, Ville de Villiers-le-Bel - avril 2021	P.10
Accompagner les femmes atteintes de cancers dans la reconstruction de leur féminité, Structure de l'économie sociale et solidaire Mandalia, Val d'Oise - mai 2021	P.12
Le jardin Gorki, une terre fertile pour l'agriculture urbaine et populaire, Régie de quartiers, Nanterre - juin 2021	P.14
Une démarche de participation citoyenne au cœur d'un projet de renouvellement urbain, Ville des Mureaux - Juillet/août 2021	P.16
Un programme destiné à sensibiliser les jeunes aux enjeux liés à l'orientation, Essec, Val d'Oise/Yvelines - septembre 2021	P.18
Un dispositif itinérant pour soutenir les femmes isolées et précarisées, Institut des Hauts-de-Seine, Hauts-de-Seine/Yvelines - octobre 2021	P.20
LA MAISON DES PROJETS DE BAGNEUX : LIEU DE PARTICIPATION POUR LE QUARTIER NORD, VILLE DE BAGNEUX - NOVEMBRE 2021	P.22
DES « KOLOCATIONS À PROJETS SOLIDAIRES » POUR FAVORISER L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT. ASSOCATION AFEV HAUTS-DE-SEINE/VAL D'OISE - DÉCEMBRE 2021	P.24











UNE DÉMARCHE EXPÉRIMENTALE DE RÉOUVERTURE D'UN ESPACE INOCCUPÉ AVEC ET POUR LES HABITANTS

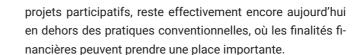
La Halle des Grésillons à Gennevilliers est un ancien marché couvert composé de béton et de verres, situé au cœur du quartier prioritaire des Grésillons. Construite dans les années 1980, cette grande halle fait partie du patrimoine architectural remarquable du 20ème siècle de la ville. Après une quinzaine d'années d'inoccupation, elle réouvre progressivement au public, depuis le début de l'année 2019, à travers une démarche sociale et urbaine expérimentale.

Souhaitant attribuer une nouvelle fonction à l'ancien marché, la commune de Gennevilliers aspire à redonner vie aux 3000 m2 de surface inoccupée, en ouvrant la Halle des Grésillons sur l'espace public et l'environnement commercial du quartier. L'ambition du projet est de mobiliser cette ressource foncière comme levier de développement local pour redynamiser le quartier et son cadre de vie. En raison de l'enclave urbaine que la Halle induit depuis sa fermeture, l'objectif consiste également à relier les espaces entre eux et recréer des échanges, en particulier avec le Théâtre de Gennevilliers, situé à proximité immédiate. Réouvrir ce lieu, c'est aussi, en quelque sorte, recoudre la ville, formule Gonéry Libouban, directeur des affaires culturelles à la ville. Comment toutefois, réouvrir cet espace pour créer de nouvelles interactions ? S'assurer de répondre aux spécificités et aux besoins locaux ? Dans un contexte où les quartiers prioritaires sont impactés par un phénomène de vacance immobilière et commerciale, la volonté de réactiver un espace aussi vaste qu'une ancienne halle marchande n'est pas sans embûche.

Le choix de l'expérimentation à contrecourant des projets urbains

Après avoir préparé une candidature répondant à l'appel à projet « Inventons la Métropole du Grand Paris », la municipalité a finalement préféré s'engager au sein du projet « La Preuve par 7 », portée par l'association Notre Atelier Commun. Initiée par l'architecte Patrick Bouchain - grand prix d'urbanisme 2019 -, « La Preuve par 7 » se conçoit comme une démarche d'urbanisme et d'architecture expérimentale qui accompagne les projets urbains, et qui s'inscrit dans une approche singulière de la participation citoyenne. Comme Gonéry Libouban le rappelle : il semblait intéressant de lancer une expérimentation citoyenne de réappropriation de cette Halle, plutôt que se lancer dans un appel à projet de la Métropole du Grand Paris qui conduirait des promoteurs et investisseurs à réaliser un projet standard.

La requalification d'un espace vacant au coeur d'un quartier populaire, aspirant à développer les dynamiques sociales et économiques endogènes par la mise en oeuvre de



Une Maison des projets comme lieu de participation citoyenne

Début 2019, « La Preuve par 7 » ouvre une Maison des projets, se traduisant par une permanence temporaire, à proximité de la Halle (Place Indira Gandhi) dans une ancienne boutique, pour que les habitant.e.s puissent contribuer à l'élaboration du projet. De nombreuses rencontres, débats et ateliers ont ainsi été mis en place pour identifier les envies et besoins locaux. Ce que « La Preuve par 7 » proposait était non pas une consultation classique, mais une participation citoyenne basée sur un autre principe. Si les habitants ont des idées, c'est très bien, il faut qu'ils puissent les concrétiser par eux-mêmes. Si quelqu'un est porteur de projet, qu'il puisse participer à tout le processus : de la création de la structure jusqu'à l'occupation des lieux, rapporte Gonéry Libouban. En l'occurrence, « La Preuve par 7 » s'interrogeait sur la façon de mener des projets d'équipements en s'adaptant aux singularités locales et en permettant des appropriations individuelles et collectives. Parmi l'ensemble des événements réactivant l'ouverture de l'espace, deux figurent comme ceux ayant offert une visibilité spécifique à l'édifice : le carnaval de Gennevilliers et l'exposition Trésors de Banlieues. A l'occasion de la préparation du traditionnel carnaval de Gennevilliers, les services municipaux ont mis à disposition la Halle des Grésillons aux habitants, notamment pour la fabrique des chars.

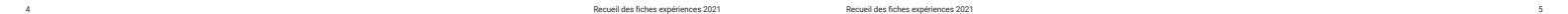
Et l'exposition Trésors de Banlieues, d'octobre à novembre 2019, présentait près de 260 œuvres prêtées par des collectivités de banlieue parisienne et au-delà. Ces évènements ont rendu davantage visible le lieu et permis d'explorer son potentiel par les usages.

Faire place à l'urbanisme transitoire : l'entrée de la coopérative Plateau Urbain

Afin de poursuivre l'expérimentation des usages dans la Halle, la coopérative Plateau Urbain a été chargée de la gestion des espaces privatifs, via une occupation temporaire du domaine public pour 3 ans renouvelable. Spécialisée dans les projets transitoires, cette coopérative devrait endosser, début 2021, le rôle de gestionnaire des espaces dédiés aux futurs occupants : acteurs économiques, sociaux et culturels. Ils prendront place dans les conteneurs laissés lors de l'exposition Trésors de Banlieues. Cette occupation temporaire devrait permettre aux porteurs de projets d'expérimenter des activités avant de les pérenniser. Tandis que le programme collectif s'orientait autour de la thématique de l'alimentation durable (exemple du projet de champignonnière), la période de la COVID-19 a rebattu quelque peu les cartes, ouvrant potentiellement la voix à un nouveau processus de participation citoyenne qui s'adaptera aux aspirations actuelles, au travers d'un partage « public/privé/associatif » des espaces. Du côté des dimensions socioculturelles, Gonéry Libouban aspire évidemment à ce que la culture soit un levier d'appropriation de la Halle et de portage des droits culturels pour le territoire qui l'entoure.

CONTACT:

Gonéry Libouban, directeur des affaires culturelles : gonery.libouban@ville-gennevilliers.fr







FICHE EXPÉRIENCE Février 2021



Q Garges - Sarcelles

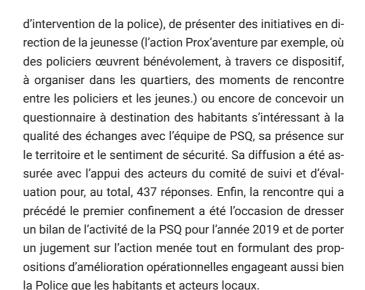
UNE DÉMARCHE PARTENARIALE POUR COPRODUIRE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DANS LES QUARTIERS

Le 5 février 2019, un comité de suivi et d'évaluation pour soutenir le dialogue et la confiance entre la police et la population est mis en place sur les quartiers de la Dame Blanche à Garges-lès-Gonesse et Les Lochères à Sarcelles. Ils font partie des 15 premiers quartiers ciblés en 2018 par le gouvernement - avant l'extension du dispositif -, comme quartiers de reconquête républicaine (QRR).

Initiée par le gouvernement en 2017, la Police de la sécurité du quotidien (PSQ) est une nouvelle doctrine d'emploi de la police nationale, visant à apporter des réponses différenciées aux problématiques de délinquance dans les villes et quartiers (violences, trafics, incivilités...), à répondre aux besoins des habitants et à renouer le dialogue avec la population, plus particulièrement les jeunes – et avec les acteurs locaux (élus, associations...). En 2018 sont ensuite initiés les quartiers de reconquête républicaine (QRR), dispositif qui découle de la mise en place de la PSQ afin de renforcer la présence policière sur les territoires concernés, mieux connaître le terrain, lutter plus efficacement contre les trafics. Parmi les 15 premiers quartiers ciblés en septembre 2018 par le gouvernement, se trouve le QRR de Garges-lès-Gonesse (Dame Blanche) – Sarcelles (Les Lochères).

Évaluer collectivement l'action de la PSO

Quelques mois après le lancement de la PSQ et l'entrée des quartiers de Dame Blanche et des Lochères dans le dispositif QRR, le commissariat de Police de Sarcelles, en lien avec les services de la Préfecture du Val d'Oise, représentés par les deux délégués du Préfet, fait le choix de concrétiser le rapprochement police-population-acteurs locaux par la mise en place d'un comité de suivi et d'évaluation de la PSQ, s'appuyant sur des habitants et des acteurs locaux (services des collectivités, établissements scolaires, bailleurs, transporteurs, associations...). La commissaire Azalbert explique qu'il est en effet essentiel de créer du lien avec les habitants et les acteurs locaux, de créer de la confiance, d'échanger au quotidien mais aussi dans le cadre d'instances. Suivre et évaluer collectivement l'action de la PSQ permet cela, enrichit les pratiques et amène de nouvelles initiatives. Avec l'appui du Pôle ressources ville et développement social en tant que tiers facilitateur, 5 réunions du comité de suivi et d'évaluation ont ainsi été organisées pour soutenir les échanges et mesurer de manière participative l'impact de la PSQ. Au total, 108 contributeurs différents (50 participants en moyenne) ont participé à ces rencontres, qui ont, en premier lieu, été l'occasion de concevoir un référentiel de suivi et d'évaluation de la PSQ, véritable outil de pilotage. Elles ont aussi permis d'échanger sur la problématique des rodéos urbains (cadre



Renforcer le lien avec les jeunes

Concrètement, le comité de suivi et d'évaluation a permis de faire émerger les attentes des habitants et acteurs quant à la PSQ, en ciblant principalement une amélioration attendue des relations (visibilité dans l'espace public, qualité des échanges, actions en commun, lisibilité de l'action de la PSQ) et un effet sur la délinquance et les incivilités (lieux et horaires d'intervention, sentiment d'insécurité, diminution des faits...) notamment dans le secteur de la gare.

Le questionnaire co-construit et largement diffusé notamment par les associations, les maisons de quartier, dans les cours d'apprentissage du français, les établissements sco-

laires... a quant à lui permis de tirer des enseignements permettant de nourrir l'action à mener et renforcer. Les répondants portent un regard plutôt positif sur l'action de la PSQ ; les jeunes et surtout les jeunes femmes sont très en demande en matière de sécurité mais très peu en lien avec les agents de la PSQ; les acteurs du territoire porte un regard plus positif que les habitants sur la PSQ tout en étant plus en lien avec la brigade. Enfin, le comité de suivi et d'évaluation, dans le cadre d'une séance menée en février 2019 pour apprécier de manière évaluative l'action de la PSQ et formuler des préconisations pour l'avenir, a identifié 7 défis : renforcer les échanges avec les 11-25 ans, maintenir la qualité des échanges avec les habitants, renforcer le travail en commun avec les parents et intégrer les parents dans la politique de prévention, équilibrer les temps de rencontre avec les acteurs et les temps d'intervention, développer le lien avec les établissements scolaires et enfin maintenir l'action de la PSO et les effectifs.

La crise sanitaire a mis entre parenthèse les travaux du comité de suivi et d'évaluation, mettant en évidence la fragilité des démarches participatives et l'importance de travailler en présentiel, notamment lorsqu'il s'agit de rétablir des liens de confiance. L'année 2021 marquera la reprise des travaux avec la volonté de retrouver la mobilisation initiale et d'agir en direction des jeunes du QRR.

CONTACTS:

Commissariat de Sarcelles

Commissaire Fabienne Azalbert : fabienne.azalbert@interieur.gouv.fr

Préfecture du Val d'Oise

Délégué.e.s du Préfet : Marie Gourgouillon : marie.gourgouillon@val-doise.gouv.fr et Jean Loumikou : jean. loumikou@val-doise.gouv.fr

Recueil des fiches expériences 2021 Recueil des fiches expériences 2021





FICHE EXPÉRIENCE





[RE] MOBILISATION: UN PROGRAMME POUR AIDER LES JEUNES A REPRENDRE CONFIANCE EN SOI ET DEPASSER LES TRAUMATISMES

Le dispositif [RE]mobilisation, développé par l'association Entracte à Mantes-la-Jolie, mêle activités sportives, culturelles, art-thérapie, cuisine, orientation ... pour aider des jeunes en difficulté à reprendre confiance en eux et retrouver un projet qui leur convient.

L'association Entracte, créée en janvier 2018, part d'un constat de sa fondatrice : les jeunes sous protection de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) sont nourris, logés et ont accès à l'éducation mais leurs traumatismes, leurs émotions ne sont pas ou insuffisamment pris en compte. Se retrouvant souvent en situation de décrochage, déscolarisés ou désociabilisés, il leur manque des espaces pour apprendre à gérer leurs émotions, reprendre confiance en eux et en l'adulte et pouvoir ensuite se focaliser sur les apprentissages. L'association lance alors, en mars 2018, des séjours autour du théâtre : pendant une semaine, 10 jeunes, âgés de 11 à 18 ans, suivis par l'ASE ou la prévention spécialisée, de genre, de milieux sociaux et d'origine géographique différents, se retrouvent en Corse. Les séjours se terminent par une pièce de théâtre jouée devant les habitants des 4 villages avoisinants, raconte Laurane Bourgoint, directrice de la stratégie et du développement au sein de l'association, qui ajoute, les chances d'obtenir son brevet étant infime, un jeune de 14 ans, s'était inscrit sur le séjour de mi-juin. Cette expérience lui a tellement été bénéfique qu'il a finalement obtenu son brevet...et avec mention!

Décloisonnement des pratiques et développement personnel

Toutefois, pour aller plus loin et aider les jeunes dans la durée, l'association décide de développer un dispositif de remobilisation de 7 semaines. Tout au long de l'année 2019, des professionnels d'horizons divers - psychologue, art-thérapeute, direction de centre social, avocat, éducateur spécialisé - travaillent ensemble lors d'ateliers s'appuyant sur des méthodes d'intelligence collective, pour en concevoir le contenu. Tout est décloisonné, il ne s'agit pas d'un programme d'apprentissage classique, souligne Laurane. Des activités physiques, artistiques, culturelles, thérapeutiques telles que des groupes de parole, une aide à l'orientation et à l'insertion font partie du programme, basé sur la bienveillance et la parole. La 2ème semaine est consacrée au séjour en Corse autour du théâtre. Enfin, l'alternance entre approche individuelle et collective est également un élément clé : chaque jeune bénéficie d'un suivi psychologique et les activités peuvent être adaptées selon les appétences.

Un projet s'appuyant sur un partenariat avec les collèges et financé par le conseil départemental des Yvelines

La Maison de l'Enfance des Yvelines, située à Mantes-la-Jolie - collectivité faisant partie du réseau mondial des villes apprenantes de l'UNESCO -, et accueillant des mineurs confiés à l'aide sociale, alloue un étage entier de la structure pour déployer [Re]mobilisation. Depuis le 6 janvier 2020, des jeunes de 11 à 18 ans en situation de décrochage ou à titre préventif bénéficient de ce programme entièrement gratuit, grâce au Conseil départemental des Yvelines, qui finance intégralement celui-ci sur 3 ans et met à disposition les locaux. La création et le pilotage de ce dispositif (gestion administrative, communication, amélioration continue, mesure d'impact...) sont assurés par le siège de l'association, composé de 3 membres (une présidente, une déléguée générale et Laurane, la directrice de la stratégie et du développement). Par ailleurs, les moyens alloués ont permis de constituer une équipe de 4 membres permanents (un directeur, 2 éducateurs et un psychologue) pour l'encadrement des jeunes et la mise en œuvre opérationnelle du projet. Un travail avec les directeurs d'établissements scolaires du territoire mantois a été nécessaire afin d'accueillir les jeunes en situation de décrochage, placés sous leur responsabilité, précise Laurane.

Une mesure d'impact social pour une amélioration continue

En 2020, 5 cycles de ce programme d'accueil de jour ont été réalisés sur des durées d'au moins 6 semaines, touchant plus d'une trentaine de jeunes. L'objectif est que chacun, à

sa sortie, ait un projet personnel, scolaire ou professionnel correspondant à son âge et à sa maturité. Le projet peut aller de l'aide à retrouver un rythme à obtenir un stage ou passer le Bac, explique Laurane. A l'été, le programme est repensé avec le constat qu'un 2ème, voire 3ème cycle pouvait être nécessaire pour avoir plus d'impact sur le jeune. Une flexibilité est ainsi instaurée pour que ceux-ci puissent suivre plusieurs sessions. En complément, Laurane et les équipes en place développent un outil d'évaluation d'impact s'appuyant sur 10 critères sensibles ou « compétences douces » sur lesquels le programme est susceptible d'avoir un effet : estime de soi, confiance en soi, confiance en l'adulte, gestion des émotions, capacité à vivre en groupe, niveau de respect pour autrui.... Le jeune, son entourage et l'équipe pédagogique évaluent avant, pendant et après l'effet du programme sur ces items. L'évolution la plus nette se situe généralement au niveau de l'estime et de la confiance en soi. Les jeunes ressentent également une vraie évolution sur la gestion des émotions et la capacité à vivre en groupe. Plus d'un jeune sur deux est « remobilisé » - c'est-à-dire remis en capacité d'avancer sur son projet personnel et/ou professionnel -, après son passage dans le dispositif. Ceux qui ont besoin de plus de temps sont suivis jusqu'à leur remobilisation complète. Aujourd'hui, l'association souhaite développer des séjours plus proches de l'Îlede-France pour faciliter les départs dans le contexte de crise sanitaire. Elle projette également d'essaimer ce dispositif dans d'autres départements qui souhaiteraient l'accueillir.

CONTACT:

Laurane Bourgoint, directrice de la stratégie et du développement : laurane@entracte-asso.com

Recueil des fiches expériences 2021 Recueil des fiches expériences 2021





FICHE EXPÉRIENCE



Villier-Le-Bel

LA CELLULE DE VEILLE ÉDUCATIVE, UN APPUI POUR REPÉRER LES JEUNES EN RUPTURE ET MIEUX ORIENTER LES FAMILLES

Lors du premier confinement, plusieurs partenaires investis dans le champ de l'éducation à Villiers-le-Bel, se sont réunis à l'invitation du PRE, en vue d'assurer une veille éducative. L'objectif initial de l'instance consistait à cibler et accompagner des jeunes rencontrant des difficultés dans les apprentissages à distance.

La mise en place de la cellule de veille éducative à Villiersle-Bel est intervenue lors du premier confinement, de mars à mai 2020. Cette initiative trouve son origine dans la difficulté rencontrée par de nombreux professionnel.le.s à assurer l'accompagnement physique des enfants et des jeunes dans leur parcours socioéducatif, alors que ceux-ci et leurs familles rencontraient des difficultés pour poursuivre leur scolarité, du fait de la fermeture des établissements et de conditions défavorables (isolement, promiscuité au sein des logements, usages numériques). Alors que la dynamique territoriale a été renforcée par la démarche de labélisation « cité éducative » - démarche productrice de liens interinstitutionnels et interpersonnels -, le Programme de réussite éducative (PRE) a été mobilisé par la collectivité et la préfecture afin d'assurer, dans ce contexte inédit, la continuité éducative. L'objectif, à ce stade, consistait à veiller à ce que tous les jeunes du territoire, ainsi que leurs familles, aient accès aux plateformes mises en ligne par l'Éducation Nationale pour permettre l'enseignement à distance, et prévenir ainsi tout risque de décrochage scolaire. Le modèle des équipes pluridisciplinaires de soutien (EPS) coordonnées par le PRE rassemblent chaque

semaine de nombreux partenaires institutionnels (éducateur. rice.s spécialisé.e.s de l'association IMAJ, assistant.e.s sociaux et psychologues scolaires, référent.e.s de parcours et psychologues du PRE, Service social départemental...), afin d'évoquer les situations des enfants et des jeunes suivis au PRE. Ces rencontres ont servi de point d'appui pour rassembler les partenaires impliqués dans cette démarche.

S'appuyer sur les dispositifs de la Politique de la ville

Les EPS donnaient jusqu'alors lieu à des études de situation et à des préconisations en termes d'orientation. Le rôle assigné à la veille éducative se veut plus large. Ainsi, de nouveaux acteur.rice.s, dont l'Inspectrice Académique, les directions de collèges, la Conseillère Pédagogique de Circonscription, les directions des centres sociaux ou encore la Mission Jeunesse ont intégré les groupes de travail hebdomadaires, de mars à mai. Enfin, le cadre d'intervention s'est étendu au-delà de 18 ans (limite d'âge du PRE).





Un maillage d'acteur.rice.s pour affiner le regard sur les problématiques du territoire

Outre le signalement de quelques situations nécessitant un appui pédagogique soutenu, des besoins exprimés par certaines familles ont pu, grâce à cette instance, être portés à la connaissance des membres. Le confinement a mis en exergue certaines difficultés rencontrées par des familles qui n'étaient pour certaines ni identifiées, ni accompagnées par les services de proximité. Au-delà d'un repérage plus efficace, cet espace a aussi permis une gestion collective de l'urgence et de l'incertitude, tout en étant en capacité de mesurer de manière plus fine les besoins des habitant.e.s, afin d'adapter et organiser les orientations et les prises en charge idoines. Il ressort des situations abordées, des difficultés d'ordre principalement social et financier (alimentation, respect du confinement, suspicion de violences intrafamiliales). La concertation entre acteur.rice.s a rendu possible l'orientation des jeunes vers l'interlocuteur.rice adapté.e (épicerie sociale, service social départemental, CCAS...) en fonction de la problématique identifiée. La veille éducative a également permis à certain.e.s professionnel.le.s de disposer d'une vue d'ensemble, en faisant émerger des tendances ou des problématiques à l'échelle du territoire. Des acteur.rice.s en charge de coordonner certaines politiques publiques (Prévention de la délinquance, Jeunesse) ont pu bénéficier d'un éclairage en vue d'orienter les actions à venir à partir des besoins repérés. D'autres partenaires comme l'association IMAJ, ont pu bénéficier d'informations complémentaires utiles en disposant d'éléments sur l'environnement familial, les fratries, les difficultés à faire le lien avec les parents...

Un dispositif qui a vocation à devenir pérenne

Au regard de la dynamique générée, l'expérience a été prolongée au retour des vacances estivales, avec une organisation entérinée par la collectivité et la Préfecture. De nouveaux partenaires (le coordinateur du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinguance, le Centre communal d'action sociale, la Maison des Adolescents de Gonesse, le coordinateur du Plan Régional d'Insertion pour la Jeunesse, la psychologue du Point Accueil Ecoute Jeunes) se sont joints aux partenaires déjà présents. Le format de l'instance a également évolué avec des rencontres plus espacées, toutes les 6 semaines, et un ordre du jour adapté. Ainsi, pour chacune, un premier temps (auquel participent également le coordinateur de la Cité Éducative, la chargée de mission Politique de la Ville, la Directrice de l'Éducation et des élus qui le souhaiteraient) est ainsi dédié au partage d'éléments de diagnostic et à un état des lieux de l'actualité portant sur le volet éducatif. Un second temps, sans les acteur.rice.s cité.e.s précédemment, pour une plus grande confidentialité et un libre échange des informations, est consacré aux situations individuelles (inconnues du PRE).

L'extension a enrichi la dynamique partenariale et les échanges confèrent à chacun.e une meilleure connaissance des ressources existantes sur le territoire.

CONTACT:

Manon Mouhous, Coordinatrice du projet de réussite éducative : mmouhous@ville-villiers-le-bel.fr





FICHE EXPÉRIENCE



Val d'Oise

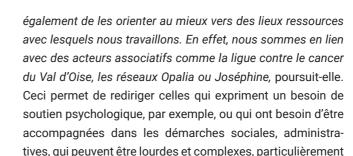
ACCOMPAGNER LES FEMMES ATTEINTES DE CANCERS DANS LA RECONSTRUCTION DE LEUR FÉMINITÉ

Créée à la fin de l'année 2018, Mandalia, structure de l'économie sociale et solidaire, vise à accompagner et soutenir les femmes atteintes de cancers, en particulier les habitantes des quartiers populaires, souvent plus isolées et précaires, notamment en travaillant avec elles sur la reconstruction de leur féminité.

Laura Melloul, créatrice et présidente de la structure de l'économie sociale et solidaire Mandalia, indique d'emblée : j'ai eu envie, suite à un accident de la vie, de repenser complétement, en le centrant sur l'humain, mon projet de vie. Dans mon entourage, je connaissais une femme atteinte d'un cancer et l'idée de soutenir les femmes, particulièrement les plus précaires et isolées, dans leur combat contre la maladie, a germé dans mon esprit. Pour ce faire, Laura Melloul s'est faite accompagnée pendant un an par Initiactive 95, qui appuie au développement de l'entrepreneuriat dans le Val d'Oise. Le projet a ainsi muri pour voir le jour fin 2018. La structure s'implante à Sarcelles, et accueille toute habitante valdoisienne (et plus largement francilienne). Pour mener à bien son activité, Laura Melloul a travaillé, en amont, à se constituer un réseau lui permettant de faire connaître l'existence de la structure auprès des femmes atteintes de cancers. J'ai principalement présenté la structure et nos missions auprès de soignants, en ciblant les infirmières en oncologie, celles-là mêmes qui sont en charge d'annoncer le diagnostic aux patientes, explique-t-elle.

Une structure pensée comme un « cocon » et un accompagnement personnalisé

La structure est agréée par l'assurance maladie. Dès lors, Mandalia propose un accueil personnalisé et discret aux femmes atteintes de cancer, en les accueillant dans un espace confortable et intime, et les accompagne dans leur parcours de soins, pendant et après les traitements. J'ai notamment constaté un isolement de certaines par manque d'information, explique la présidente. Nombre d'entre elles sont en situation de précarité. Elles ne disposent pas des moyens de s'équiper en accessoires adaptés même si, parfois, il existe une prise en charge partielle de l'Assurance maladie et des mutuelles. Concrètement, les femmes, lors du premier rendez-vous, sont reçues afin d'effectuer un bilan personnalisé de leur situation, de connaître leur histoire, leurs difficultés. Lorsque certaines n'ont pas la possibilité de se déplacer, Mandalia organise des visites à domicile. Il est très important d'établir une relation de confiance avec elles, explique Laura Melloul, car ces moments d'échanges, en prenant le temps de comprendre la situation de ces femmes, permettent



Accompagner à la « reconstruction » de la féminité

dans le cas d'une maladie telle le cancer.

Puis, les femmes bénéficient des conseils d'expertes en orthopédie et en socioesthétique - dont la mission consiste à participer à la prise de conscience et à l'acceptation d'une modification de leur image corporelle par les personnes malades. Mandalia propose un appareillage aux femmes qui ont subi une ablation du sein, ce qui favorise la réadaptation et participe à restaurer l'estime et la confiance en soi. La structure travaille également à un accompagnement visant à pallier les effets secondaires liés à cette maladie. Elle propose des accessoires tels des perruques, des turbans, ainsi que des produits de soin et d'hygiène. Mandalia a fait le choix de solutions entièrement prises en charge par l'assurance maladie en ce qui concerne les prothèses mammaires comme capillaires. Et, si Mandalia accueille toutes les femmes quel que soit leur condition sociale, elle apporte un soutien particulier aux femmes les plus isolées et précaires, pour beaucoup les habitantes des quartiers populaires. D'ailleurs, sur les 238 femmes accompagnées par la structure depuis

sa création, 98% résident dans les quartiers prioritaires. Ce sont elles qui ne peuvent, bien souvent, avoir accès à des produits tels que la lingerie spécialisée ou les produits de soins essentiels, qui ne bénéficient d'aucune prise en charge. Ainsi, tout au long de l'année, la structure organise des dons de turbans, de lingeries spécialisées et de produits de soins essentiels à destination des femmes en situation de précarité, vivant dans les quartiers prioritaires.

Et le développement d'autres activités en lien avec la santé

Mandalia participe également, sur les territoires de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France, à l'opération « octobre rose », tous les 1ers octobres, journée nationale qui vise à lutter contre le cancer du sein en informant et en dialoguant. Et, au fur et à mesure, elle développe des activités plus larges, en lien avec la santé et le bien-être. Pour cela, la structure de l'ESS a créé l'association « Mandalia pour tous », lui permettant de mettre en place des ateliers de prévention collectives en santé auprès des habitant.e.s de quartiers populaires. En effet, l'accès à l'information peut y être plus difficile, à cause notamment de certains freins comme par exemple la barrière de la langue. Ceci nécessite d'adapter les ateliers, explique Laura Melloul. Nous organisons par exemple des ateliers nutrition santé où l'on revisite des plats traditionnels, mélangés à des aliments sains pour la santé, ou encore d'autres consacrés à la création de produits de beauté naturels. Mandalia travaille actuellement à l'ouverture d'une antenne en Seine-Saint-Denis.

CONTACT:

Laura Melloul, Présidente de Mandalia : laura.melloul@mandalia.fr

Recueil des fiches expériences 2021 Recueil des fiches expériences 2021 13





FICHE EXPÉRIENCE





LE JARDIN GORKI, UNE TERRE FERTILE POUR L'AGRICULTURE URBAINE ET POPULAIRE

En accompagnant les habitant.e.s des tours Aillaud, la Régie de quartiers de Nanterre a contribué à façonner un lieu de participation citoyenne, d'agriculture urbaine, d'éducation populaire et d'insertion.

Situé au pied des tours Aillaud (dites tours nuages), dans le quartier prioritaire du Parc à Nanterre, le jardin Gorki est un lieu d'agriculture urbaine et populaire. Composé de parcelles collectives et individuelles, il s'étale sur environ 800 m2. Ici, les nanterrien.ne.s cultivent des légumes, fruits et plantes aromatiques, au cœur d'un quartier en Politique de la ville, en respectant la biodiversité et l'environnement (selon leur charte d'usage). Ce jardin partagé s'apparente à un lieu de vie et de repos, d'animation et d'éducation populaire. Suite à plusieurs modes d'organisation, il est désormais géré, depuis 2020, par une association constituée d'une soixantaine d'habitant.e.s, que la Régie de quartiers de Nanterre a accompagné.e.s dès 2015. On est très fiers de cette réussite de participation citoyenne, se félicite Isabelle Stoïanoff-Nénoff, coordinatrice de projets citoyens à la Régie de quartiers.

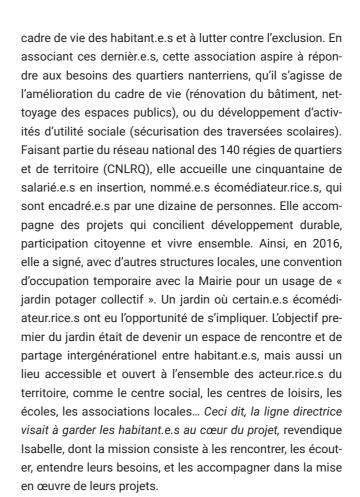
Gorki: terreau fertile de la participation?

La création du jardin Gorki, en 2005, a été permise par la rétrocession du terrain de l'OPHLM 92 à la Ville de Nanterre. C'était au départ un projet porté par un collectif d'acteur.rice.s de quartier, allant d'associations de terrain aux services municipaux. Cela dans un contexte de mutation urbaine lié à un projet de renouvellement urbain. L'idée était de faire revenir

les jardins au cœur des cités, relate Isabelle, qui insiste sur la participation et les interrogations premières des habitant.e.s quant aux transformations urbaines du quartier. C'est ainsi qu'est né, d'une volonté citoyenne de préserver les espaces végétalisés, le jardin Gorki, premier jardin partagé de Nanterre. À partir de 2015, après diverses périodes irrégulières d'appropriation des habitant.e.s, la Régie de quartiers s'est davantage impliquée à travers l'organisation et la coordination du « Comité de jardiniers » composé de plusieurs collectifs et associations, mais aussi par la mise en place d'un petit projet agricole. En contribuant à fédérer les parties prenantes et organiser des événements, la structure a dès lors commencé à mobiliser cet espace comme un levier de développement pour la participation et l'insertion, à travers des activités de jardinage et de compostage, socles de l'agriculture urbaine et populaire.

La Régie de quartiers : de la participation à l'écologie

Créée en 2010, la Régie de quartiers de Nanterre contribue à revitaliser les quartiers de la Politique de la ville (représentant plus de la moitié de la population de la commune), via des activités économiques et sociales destinées à améliorer le



Période post-COVID 19 : élan pour l'agriculture urbaine

Au fil des années, l'intérêt des habitant.e.s pour le jardin s'est renforcé, au regard de la multiplication et de la diversification des événements et ateliers rassemblant adultes et enfants, allant d'une vingtaine de rencontres en 2017 jusqu'à une

quarantaine en 2019 (quinquettes, repas partagés, soirées festives, « 48 heures de l'agriculture urbaine », ateliers de construction, chantier éducatif). En 2020, l'association « Jardin Partagé Gorki » s'est finalement créée en adoptant une gouvernance collégiale, constituée de trois habitant.e.s et de trois associations (Les Amis de Môme Aillaud, Bouge tes atomes, et la Régie de quartiers). Cette étape structurante, qui marque le long processus d'appropriation et d'autonomie des participant.e.s, n'est en réalité pas sans risque. Ce qui est compliqué est de sentir quand le terreau est mûr pour que les habitant.e.s s'emparent entièrement de leur projet, précise Isabelle. Mais la dynamique ne parait pas fléchir, et semble au contraire prendre un élan nouveau depuis la période de confinement liée à la crise du COVID-19. L'envie de jardin était encore plus brûlante à la fin du confinement, confie Isabelle, qui a vu les demandes d'adhésion (5 €) affluer en nombre. Non sans provoquer quelques crispations (exemple : répartition des parcelles), l'intérêt nouveau pour l'agriculture urbaine parmi les habitant.e.s connaissant l'exiguïté du logement génère de nouvelles dynamiques, où l'investissement des retraité.e.s et chômeur.euse.s de longue durée, issu.e.s du quartier ou des alentours, apparaît comme moteur. Le jardin est ouvert tous les jours et pour longtemps, malgré les inquiétudes suscitées par les transformations prochaines du second projet de renouvellement urbain. C'est une belle aventure humaine, avec ses rebondissements, ses prises de choux et ses joies, résume Isabelle, qui accompagne par ailleurs d'autres projets de jardins partagés sur Nanterre.

CONTACT:

Isabelle Stoïanoff-Nénoff, coordinatrice de projets citoyens : istoianoff@rdqnanterre.fr





FICHE EXPÉRIENCE Juillet/Août 2021





L'ECOQUARTIER MOLIÈRE : UNE DÉMARCHE DE PARTICIPATION CITOYENNE AU CŒUR D'UN PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

Depuis 2006, le visage de six quartiers populaires de la ville des Mureaux s'est métamorphosé au profit d'une image valorisée comme écologique, culturelle et sociale. Ce projet urbain, subventionné par l'ANRU, a transformé 70 hectares d'espaces bétonnés et de grands ensembles en écoquartier.

Labellisé en décembre 2017 par le Ministère de la Cohésion des territoires avec la plus haute distinction « Etape 4 : Eco-Quartier vécu et confirmé », puis le lancement en 2019 de l'étape 5 concernant la concertation des habitant.e.s, l'éco-quartier Molière représente près d'un quart du territoire urbanisé des Mureaux et concerne 15 000 habitants, soit près de la moitié de la population muriautine. L'écoquartier s'inscrit dans un programme de renouvellement urbain (PNRU2), qui s'étend jusqu'en 2030. Le projet se finalise en particulier autour de l'habitat mixte, de nombreux lieux sont encore concernés par le renouvellement urbain, explique Malika Bentaleb. directrice du Pôle Molière.

Un écoquartier reposant sur trois équipements phares et un espace d'animation

L'écoquartier Molière regroupe ainsi trois équipements phares : le Parc Molière, le Pôle Molière et les Ateliers du Moulin. Le parc Molière, traversé par le ru d'Orgeval, est constitué par un espace vert de 7,5 hectares qui longe les quartiers d'habitat social du nord au sud de la ville. Le Pôle Molière correspond à un complexe de bâtiments à énergie positive. Cet équipement éducatif multi-activités de plus de 6000 m2 est situé à l'emplacement d'une ancienne tour de logements. Il regroupe notamment une crèche, une ludothèque, un centre de loisirs, un restaurant, un gymnase, des salles polyvalentes et dédiées au sport. Le Pôle Molière joue un rôle intéressant sur le territoire, car il permet de proposer des activités environnementales, de détente et de loisirs aux habitant.e.s de l'écoquartier, indique Malika Bentaleb. Enfin, un centre dédié aux arts, les Ateliers du Moulin, est hébergé dans un ancien moulin, devenu presbytère avant d'être abandonné dans les années 2000. Également espace d'animation, ce sont, au cours de l'année 2020, plus de 6000 participations publiques qui ont été enregistrées sur le Parc Molière. Ce dernier offre l'opportunité aux acteur.rice.s locaux de tester de nouveaux usages avec les habitant.e.s de l'écoquartier. Une programmation estivale, démarrée au cours du mois de juin, permet à de nombreuses associations locales de mutualiser l'espace public et de l'animer en proposant des manifestations en tout genre, qui s'adressent aussi bien aux jeunes qu'aux adultes

(kermesses, barbecues, expositions de photographie, défilés de danse...).

Le lancement d'une équipe projet

Dans le cadre du lancement de cet écoquartier, une démarche de participation citoyenne a été initiée afin que les habitant.e.s puissent s'approprier le projet. Nous avons engagé un travail d'ateliers avec les habitant.e.s pour leur faire découvrir la labellisation de l'écoquartier et leur faire prendre conscience que ce projet d'aménagement n'appartient plus aux élu.e.s et aux technicien.ne.s mais à eux, qu'ils peuvent se sentir concernés, poursuit la directrice. Au cours de la semaine du Club Ecoquartier aux Mureaux en juin 2019, portée par le Ministère de la Transition écologique, une centaine d'habitant.e.s se sont réuni.e.s pour échanger autour de quatre tables rondes thématiques (gouvernance, gestion des incivilités, vie sociale, culturelle et sportive, et écologie). Les échanges ont débouché sur des propositions d'actions telles que la création d'une brigade de l'environnement pour mieux gérer les incivilités. Il a été proposé aux habitant.e.s de réfléchir à leur participation au projet. Une instance se réunissant trois fois par an a été lancée pour réfléchir à un diagnostic partagé et formuler des préconisations. C'est ainsi qu'une équipe projet a été créée.

Une implication des habitant.e.s à reconquérir

En 2020, en raison de la crise sanitaire, la démarche de participation a été mise en suspens. Malika Bentaleb souligne l'importance de préserver la confiance des habitant.e.s.

Il faut partir sur des projets qui répondent à leurs préoccupations. Il ne s'agit pas de se contenter de les récolter, il s'agit aussi d'arriver à y répondre. Le rôle des associations et partenaires locaux est incontournable pour apporter des réponses rapides et concrètes. Ces dernier.e.s ont été de manière représentative impliqué.e.s au sein du projet. Grâce à son ancien poste d'agent de développement local, Malika Bentaleb a pu effectuer du porte-à-porte dans les quartiers nord et sud de la ville pour renouer avec des associations ou des habitant.e.s ressources. Il n'existe pas de conseil citoyen aux Mureaux, ce projet montre que l'on peut faire de la concertation d'une façon différente, affirme-t-elle.

Former les habitant.e.s à devenir des écocitoyen.ne.s

Cette démarche citoyenne part de la volonté de la ville de former les habitant.e.s à devenir des écocitoyen.ne.s. La ville des Mureaux a d'ailleurs proposé trois fiches action, dans le cadre de l'Académie du climat que propose la ville de Paris, telles la mise en place d'ateliers de sensibilisation à la biodiversité. L'enjeu est de faire découvrir aux habitant.e.s, et notamment aux jeunes, l'écosystème qui les entoure. Nous voulons montrer par ce partenariat que les Mureaux n'est pas seulement une ville de violence, mais que nous menons aussi des projets de qualité. Tout l'enjeu de cette démarche de participation citoyenne est de permettre l'appropriation de cette rénovation urbaine que la ville a initiée depuis des années, et continue à développer, conclut Malika.

CONTACT:

Malika Bentaleb, directrice du Pôle Molière : MBENTALEB@Mairie-Lesmureaux.fr

Recueil des fiches expériences 2021 Recueil des fiches expériences 2021





FICHE EXPÉRIENCE Septembre 2021





« TROUVE TA VOIE » : UN PROGRAMME DESTINÉ À SENSIBILISER LES JEUNES AUX ENJEUX LIÉS À L'ORIENTATION

Le Centre Égalité des Chances de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales) a développé le programme « Trouve ta voie » en direction des acteur. rice.s de l'éducation, afin de les doter d'outils complémentaires en vue d'accompagner les jeunes dans leurs démarches d'orientation.

Créé en 2002, le Centre Égalité des Chances de l'ESSEC met en œuvre des dispositifs d'accompagnement (« une grande école : pourquoi pas moi ? », PHARES...) pour permettre à chaque collégien.ne, lycéen.ne, étudiant.e, quelles que soient ses origines sociales, territoriales ou culturelles, de trouver sa voie et de poursuivre des études lui permettant d'exploiter pleinement son potentiel. L'objectif du Centre est de lutter contre le déterminisme social et, notamment, de faciliter l'accès des jeunes issus des QPV aux établissements supérieurs, indique Nadia El Boukhiari, Cheffe de projets TremplinAsso & Cités éducatives au Centre Égalité des Chances. A l'évocation du programme « Trouve ta voie », elle précise que les programmes jusqu'alors développés par le Centre ne permettaient d'accompagner qu'un nombre limité de jeunes. Nous avons souhaité construire un projet en direction des professionnel.le.s qui accompagnent les publics visés, afin de les pourvoir d'outils qui pourraient être essaimés auprès d'un grand nombre de jeunes, ajoute-t-elle.

Un programme coconstruit avec les actrice.s et acteurs auxquel.le.s il est destiné

A partir de 2015, des groupes de travail en présence d'enseignant.e.s de l'Académie de Versailles ont permis d'affiner le contenu du programme, en tenant compte des besoins identifiés par les professeur.e.s. Au cours de ces rencontres avec les enseignant.e.s du secondaire, de nombreuses questions autour de l'autocensure des jeunes, du manque de confiance en eux, des freins à la mobilité ou encore du manque de maitrise des codes en vigueur ont émergé. A partir de ces échanges, un support a été coconstruit avec les professeur.e.s ayant participé aux temps de travail préliminaires. Le programme repose sur 4 axes : Mieux se connaître/ Connaitre le champ des possibles et faire un choix/ Anticiper les attentes (résultats scolaires, comportement...)/ Décrocher sa place (préparer les entretiens, développer un réseau...). Une boite à outils à destination des professeur.e.s, contenant des vidéos de différents formats (témoignages de jeunes inscrits dans des parcours de formation, d'expert.e.s, de chercheur. euse.s (neurosciences, communication...) ainsi que des fiches d'animation pour mener à bien des ateliers, a été conçue et proposée à ces dernier.nière.s. Au préalable, il.elle.s auront été formé.e.s à l'utilisation de la mallette.

L'extension du programme aux autres acteur. rice.s de l'éducation

Afin de déployer le programme auprès du plus grand nombre, le choix a été fait de créer un support en direction d'autres acteur.trice.s de l'éducation (services municipaux, associations...). S'appuyant sur le modèle existant, le programme a été ajusté en tenant compte des attentes exprimées par les acteur.trice.s sondé.e.s. Un nouveau livret d'animation a été réalisé, avec un contenu des séances légèrement modifié, même s'il repose sur les 4 axes qui constituent le socle du programme initial. Il a fallu adapter la méthodologie en partant du principe que la guestion de l'orientation est un enjeu partagé et qu'elle pouvait être coportée avec d'autres acteur. rice.s, précise la Cheffe de projet. Le but est de sensibiliser les jeunes aux enjeux liés à l'orientation, de plus en plus tôt, afin qu'il.elle.s ne se trouvent pas dépourvu.e.s lorsqu'il. elle.s auront à indiquer leurs vœux, dès la fin du collège. La question de l'orientation reste essentielle et les professionnel.le.s. rattaché.e.s à l'Éducation Nationale ou à d'autres institutions, sont en quête de méthodes pour accompagner au mieux les jeunes dans ce champ, poursuit Nadia El Boukhiari. Des acteurs.rice.s ayant participé aux formations évoquent certaines évolutions dans leur approche éducative (posture différente face aux vœux exprimés par les jeunes, écoute active, exigence bienveillante...). Le Centre s'appuie sur la « philosophie du déclic » qui vise à élargir l'horizon des jeunes. C'est ce que nous cherchons à produire auprès des adultes qui les accompagnent.

Les cités éducatives, leviers de développement du programme

En 2019, le lancement d'appel à manifestation d'intérêt « tremplin asso », auquel l'ESSEC a répondu pour le programme « Trouve ta voie », a facilité l'engagement du Centre d'égalité des chances dans les cités éducatives. L'un des enjeux de la cité éducative est l'ouverture du champ des possibles. Le Centre Egalité des Chances souhaite agir sur ce versant. Pour nous, il s'agissait d'une opportunité afin de faire connaitre le programme et de travailler avec certains territoires, souligne Nadia El Boukhiari. Aujourd'hui, nous intervenons dans 7 cités éducatives (dont Sarcelles, Villiers-le-Bel, Garges-lès-Gonesse, Argenteuil et Chanteloup-les-Vignes pour l'Ouest francilien) et nous sommes sollicités par d'autres. Le rapprochement des acteur.rice.s de l'orientation, facilité par les sessions de formations communes, l'adaptation aux besoins du territoire et l'ajustement des ressources à disposition, au gré des réformes de l'orientation (Parcours'sup...) ont contribué à renforcer la synergie entre partenaires et à proposer un format adapté au public visé. Au départ, certains partenaires pouvaient se montrer réfractaires, notamment au regard du modèle économique auquel renvoie l'ESSEC. Désormais, nous sommes parvenus à dépasser cet écueil et à travailler conjointement, dans l'intérêt des jeunes, conclut Nadia.

CONTACT:

Nadia El Boukhiari, Cheffe de projets Tremplin Asso & Cités éducatives au Centre Égalité des Chances : centre-edc@essec.edu





FICHE EXPÉRIENCE Octobre 2021





Hauts-de-Seine / Yvelines

UN DISPOSITIF ITINÉRANT POUR SOUTENIR LES FEMMES ISOLÉES ET PRECARISÉES

L'institut des Hauts-de-Seine porte un projet partenarial de bus itinérant, qui, depuis 2019, sillonne les routes des Hauts-de-Seine et des Yvelines pour apporter un soutien médical, juridique, psychologique, ou encore lié à la vie quotidienne auprès de femmes isolées et précarisées.

Association loi 1901 à vocation sociale, l'Institut des Hautsde-Seine vise, dans le prolongement des actions déployées par les départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines (qui la financent), à soutenir les personnes les plus fragilisées personnes isolées, âgées, handicapées, femmes, notamment. La création, dès 2008, de 7 écoles françaises des femmes fait partie des actions impulsées par l'Institut. Implantées dans des quartiers en Politique de la ville des Hauts-de-Seine, celles-ci accueillent des femmes de près de 80 nationalités, pour leur permettre d'apprendre le français. Par le biais de ces écoles, on s'est aperçu qu'il existait de véritables problématiques d'accès aux soins pour les femmes résidant au sein de quartiers populaires, se remémore Bénédicte de Kerprigent, directrice générale et fondatrice de l'Institut. La structure engage alors une réflexion pour apporter une réponse aux difficultés d'accès à la santé de ces habitantes vulnérables, en allant à leur rencontre.

D'un projet de dépistage de cancers féminins pour les femmes invisibles...

Ce projet de prévention santé et bien-être, concrétisé dans les années 1990 par un camion itinérant, est pensé pour « aller vers », pour rompre la solitude et créer du lien social auprès des femmes les plus fragilisées, notamment celles résidant au sein de quartiers prioritaires ou de zones rurales. La solitude est un fléau sociétal, on se rend compte que cela peut conduire à des dépendances, à un mal-être physique, mental, explique la directrice de l'Institut. Au départ, le camion, aménagé spécifiquement dans cette optique, circule pour proposer des dépistages de cancers féminins. Ces femmes nécessitent un accompagnement privilégié, car on se rend compte que, bien souvent, elles sont isolées, avec de vraies problématiques de surmenage, d'épuisement, poursuit Bénédicte de Kerprigent. Ceci est renforcé par le fait, que, bien souvent, ces femmes ne peuvent, ou n'osent franchir les portes de structures d'accueil, de santé, d'accès aux droits.... En cause, des problèmes de mobilité, de temps, (femmes monoparentales) la méconnaissance des accueils, divers empêchements personnels et familiaux (enfermement au sein de cellules familiales), ce qui engendre automatiquement un accès amoindri aux dispositifs d'accueils spécifiques et publics, souligne la directrice de l'Institut.

Malgré un dispositif qui fonctionne bien, le projet s'arrête un temps. Cela est d'autant plus dommageable que les bilans soulignaient un manque d'accès aux soins prégnant pour les femmes fréquentant le camion, indique Bénédicte de Kerprigent

A un projet partenarial élargi pour répondre aux problématiques de la vie quotidienne

Néanmoins, le projet d'un lieu d'accueil itinérant est relancé, et conduit en 2019, à l'aménagement d'un véritable bus RATP. Celui-ci bénéficie notamment de financements du Conseil départemental pour intervenir dans les guartiers populaires des Hauts-de-Seine, une précarité accentuée étant constatée dans ces territoires. Le public reçu se compose majoritairement de femmes monoparentales, en recherche d'emploi, victimes de violences ou encore de femmes âgées et isolées. Le bus a donc vocation à réunir des professionnel.le.s de différents secteurs en un même lieu, pour faciliter des démarches souvent multiples et complexes. Pour ce faire, divers partenariats, avec les ordres des avocats des Hauts-de-Seine et des Yvelines, le conseil départemental du 92 de l'ordre des médecins, les forces de l'ordre, ou encore avec des travailleur.euse.s du social, permettent, en un même lieu, de proposer des consultations anonymes et gratuites, dans des domaines variés : sanitaire, social, juridique ou psychologique. Dans un environnement accueillant, le bus offre un espace d'orientation et d'évaluation des problématiques des femmes reçues; un espace dédié aux dépistages (visuel, auditif, bilan sanguin), proposant également des conseils en lien avec la santé; et des espaces consacrés aux entretiens individuels, dispensés au sein de cabines insonorisées. Dans ces espaces protégés, visant à libérer la parole, il est possible de repérer des personnes en situation de souffrance psychique, de prévenir des violences, d'apporter des informations sur le droit (du travail, pénal, des étrangers...).

Un dispositif reconduit auprès de villes déjà bénéficiaires

Le dispositif nécessite un véritable travail de réseau, indique la directrice de l'Institut. Son bon fonctionnement dépend en effet d'un maillage partenarial important, entre la préfecture (qui donne son accord pour la tournée du bus), les équipes projet de l'Institut des Hauts-de-Seine qui organisent en amont, avec les équipes municipales, la venue du bus au sein des communes accueillant le dispositif, et les différents partenaires. La crise sanitaire a obligé les un.e.s et les autres à se réinventer. Ainsi, afin de pouvoir continuer à accueillir et apporter un soutien aux femmes les plus précarisées, le bus a adapté son accueil en proposant des stands à proximité des endroits où il stationne. Cela a permis de poursuivre l'accueil des femmes, tout en respectant les gestes barrières et les protocoles sanitaires. De fait, des associations, qui œuvrent à la lutte contre les violences faites aux femmes, ou au dépistage de cancers féminins, mais également des bailleurs sociaux, se sont ajoutés aux permanences - juridiques, psychologiques, médicales -, déjà en place. Afin de répondre au mieux aux besoins des femmes accueillies, des questionnaires anonymes sur la vie quotidienne et les besoins de celles-ci permettent d'ajuster les services offerts par le bus. Ainsi, de novembre 2019 à juin 2021, 1784 femmes ont bénéficié de ce dispositif dans les deux départements. Preuve de son efficacité, en 2021, les tournées sont reconduites auprès de nombreuses villes du territoire.

CONTACT:

Aurélie Willig, chargée de communication / relations presse, Institut des Hauts-de-Seine : institut@hauts-de-seine.fr

Recueil des fiches expériences 2021 Recueil des fiches expériences 2021 21





FICHE EXPÉRIENCE Novembre 2021





Bagneux

LA MAISON DES PROJETS DE BAGNEUX : LIEU DE PARTICIPATION POUR LE QUARTIER NORD

Lieu de participation locale dans un territoire en pleine mutation, la Maison des projets de Bagneux est un point de référence pour les habitant.e.s pour tout renseignement sur les projets urbains du quartier nord.

Inaugurée en 2010, la Maison des projets de Bagneux est un lieu de participation locale, de dialogue et de rencontre, consacré aux projets urbains du nord de la commune. La structure se situe entre Montrouge et Cachan, aux portes du quartier prioritaire de la Cité des Musiciens. Avec le prolongement de la ligne de métro 4, l'arrivée du Grand Paris Express (ligne 15), le projet de renouvellement urbain de la Pierre Plate (QPV Cité des Musiciens), et l'écoquartier Victor Hugo, le nord de Bagneux connaît de fortes mutations urbaines, que la Maison des projets accompagne depuis une dizaine d'années avec les habitant.e.s.

De la « Maison du projet » à la « Maison des projets »

Si chaque quartier en renouvellement urbain, financé dans le cadre du NPNRU, doit se doter d'une « maison du projet » comme espace de participation locale, liberté est laissée aux porteur.euse.s du projet d'en déterminer le rôle, la forme et l'animation. A Bagneux, le lieu de participation locale du quartier nord est loin d'être exclusivement dédié au projet de de la Pierre Plate (subventionné par l'ANRU comme « quartier d'intérêt national »). Il intervient en effet sur le parc de logement (réhabilitation, démolition-reconstruction), les

équipements publics (centre socioculturel, crèche et gymnase) ainsi que les espaces publics. La structure déploie son champ de compétences sur l'ensemble des projets du quartier, permettant ainsi aux habitant.e.s de suivre et de prendre part aux évolutions urbaines. Elle est pensée pour le quartier nord de Bagneux, qui regroupe deux territoires : Victor Hugo et la Pierre Plate, explique Furyelle Amazouz, chargée de projet renouvellement urbain et social. Cet espace est installé dans les locaux du bailleur social Sequens depuis 2016, au moyen de l'abattement fiscal de la TFPB au titre de la Politique de la ville. Son animation est ainsi portée, selon les besoins et actualités communales, par deux professionnel.le.s, en charge du projet de l'écoquartier ZAC Victor Hugo, et une en charge du projet NPNRU de la Pierre Plate. Ces dernièr.e.s peuvent ponctuellement être accompagné.e.s par le service de la citoyenneté de la commune, ou encore par des acteur.rice.s privé.e.s de la concertation comme CUADD Conseil, Filigrane ou la Belle Friche. Disposant de maquettes et de panneaux informatifs sur les projets en cours, afin de constituer un point de référence pour tout renseignement sur la mutation du quartier, ce lieu profitait (avant la COVID-19) de permanences de services de la ville, de la Société du Grand Paris Express, ou encore de la RATP.

Quelle place pour la participation des habitant.e.s?

La Maison des projets propose, en plus des temps d'information ou de consultation, des temps de concertation plus approfondis, allant de la coconstruction jusqu'à la codécision. La participation citoyenne est fortement appuyée par les élu.e.s, souligne Furyelle Amazouz, et la commune bénéficie d'une réelle culture de la participation, ajoute-t-elle. Différents temps de concertation ont ainsi pu être organisés pour travailler avec les habitant.e.s (qu'ils soient conseiller.e.s citoyen. ne.s ou non) sur la conception des projets urbains, à travers notamment des ateliers mobilisant des architectes-urbanistes, où des sessions d'apprentissage à l'aménagement urbain ont parfois pu être proposées en amont. Au-delà des actions ludiques développées auprès des jeunes publics ou des balades urbaines organisées dans d'autres communes, des initiatives originales qui s'adaptent (autant que possible) aux profils des habitant.e.s les plus éloigné.e.s de la démocratie locale ont pu voir le jour, comme la constitution d'un « jury citoyen », ayant participé aux choix d'aménagement d'une des emprises foncières de la place des métros Lucie Aubrac (à part égale des experts-architectes et des élu.e.s). Parmi les diverses activités de la structure, l'une d'elles a été récompensée lors du Forum des projets urbains de 2021 dans la catégorie « coproduction urbaine avec les habitants », autour de la ZAC Victor Hugo en particulier, marquant une reconnaissance des engagements poursuivis.

Coconstruire son quartier : des projets longs aux projets temporaires

Les temps de participation locale proposés se sont construits progressivement et renforcés au cours des années, suivant l'acculturation des habitant.e.s comme des professionnel. le.s, pouvant passer d'un format de « consultation » à un format de « codécision ». En 2015, un « avis citoyen » a été organisé [...] C'était bien, mais pas suffisant. Puis, en 2018, on a mis en place un « jury citoyen » pour la place Lucie-Aubrac, et, en 2019, on a associé 14 habitant.e.s à chaque étape de la consultation de 6 projets architecturaux de l'écoquartier, explique Furyelle Amazouz. Cette intégration des habitant.e.s, allant de la définition des besoins à l'ajustement (ou l'amendement) du projet des architectes, peut troubler les habitudes des professionnel.le.s, qui retiennent au final de nombreux points positifs. Les habitant.e.s possèdent une expertise d'usage, argumente Furyelle Amazouz, qui partage l'idée que les savoirs des habitant.e.s ou usager.e.s renforcent la qualité du travail des professionnel.le.s. Si l'adhésion de ces dernièr.e.s n'est pas naturelle, l'engagement des habitant.e.s ne va pas non plus toujours de soi : nul espace de participation n'échappe à la question des longues temporalités de projets urbains ou aux fluctuations des dynamiques citoyennes, qui demandent régulièrement de l'anticipation comme de l'inventivité. C'est pourquoi la Maison des projets entend prochainement renforcer la participation autour d'un projet d'urbanisme transitoire, indique Furyelle Amazouz. Il s'agira à présent de se réapproprier l'espace public, de coconstruire au sens propre, de fabriquer du mobilier urbain par exemple. L'urbanisme temporaire serait, ici, un moyen de réactiver une culture de la participation et des valeurs bien ancrées d'éducation populaire ou d'émancipation par le « faire ».

CONTACT:

Furyelle Amazouz, chargée de projet renouvellement urbain et social : furyelle.amazouz@mairie-bagneux.fr

Recueil des fiches expériences 2021 Recueil des fiches expériences 2021





FICHE EXPÉRIENCE Décembre 2021





Hauts-de-Seine / Val d'Oise

DES « KOLOCATIONS À PROJETS SOLIDAIRES » (KAPS) POUR FAVORISER L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT

Lauréate de l'appel à projet Tremplin Asso, l'association AFEV lance en septembre 2021 à Pontoise et Nanterre, des kolocations à projets solidaires (KAPS) offrant l'opportunité à des étudiant.e.s âgé.e.s entre 18 et 30 ans d'habiter, en payant un loyer modéré, au cœur ou à proximité d'un quartier populaire, et de mener des projets collectifs et solid-

Soutenu par la Ville et le contrat de Ville à Nanterre, le projet Kaps est également cofinancé par des bailleurs sociaux (Studéfi à Pontoise et Espacil à Nanterre) et la Caf sur les deux territoires des Hauts-de-Seine et du Val d'Oise. Inspirées des kots à projets belges, les premières KAPS de l'AFEV ont vu le jour en 2010, au sein de trois quartiers populaires, à Toulouse, Poitiers et Paris. Ce concept d'habitat solidaire s'inscrit en complémentarité avec les autres programmes que propose l'association, qui accompagne depuis 30 ans des jeunes en difficulté scolaire, en créant du lien entre le monde universitaire et les quartiers populaires. Des étudiant.e.s peuvent en effet s'engager par le biais du mentorat - accompagnement de 2 heures par semaine d'un.e jeune de quartier populaire rencontrant des difficultés dans son parcours - et du volontariat en service civique sur une mission de 6 à 9 mois. Chacun.e des 900 kapseur.se.s en France s'engage, au cours d'une année scolaire, à se rendre disponible 5 heures par semaine - 2 heures sont dédiées au mentorat étudiant (axé à Nanterre sur l'apprentissage et le goût de la lecture) et 3 heures permettent à chaque kapseur.se de s'engager au sein de projets collectifs et solidaires. L'idée, à travers ce

programme, consiste à créer du lien et de la solidarité entre les habitant.e.s, en favorisant la mixité dans les quartiers populaires, via l'engagement étudiant, explique Lina Sebbar, chargée de développement local AFEV 95.

Créer du lien social au cœur des résidences étudiantes et des quartiers populaires

Les 11 et 23 kapseur.se.s de Pontoise et Nanterre dynamisent leurs résidences à travers l'organisation de repas culturels, ou encore de soirées jeux, et endossent un rôle d'animation à l'échelle des résidences étudiantes dans lesquelles elles et ils habitent, dans un contexte de crise du logement et de solitude. L'échange des cultures représente un axe particulièrement investi, étant donné qu'une part importante de la population étudiante vient de l'étranger. Au-delà de l'échelle des résidences, l'engagement des kapseur.se.s s'inscrit en lien étroit avec les guartiers et les dynamiques territoriales locales existantes.



Démocratiser l'enseignement supérieur en favorisant le lien entre universités et *<u>quartiers</u>*

La KAPS de Pontoise, située en dehors des quartiers prioritaires, se construit autour du projet de territoire de la ville, avec pour mission de démocratiser l'enseignement supérieur. En s'appuyant sur le lien de confiance qui se déploie avec les familles au cours du mentorat étudiant, il est notamment envisagé de mettre en place des ateliers autour des questions d'orientations des collégiennes et collégiens accompagné.e.s, et d'ouvrir le champ des possibles par le biais de témoignages de parcours professionnels, de visites universitaires, de découvertes de filières... précise Estelle Rose, déléguée territoriale AFFV 95.

Ancrer l'engagement des kapseur.se.s en complémentarité avec les synergies du territoire

La KAPS de Nanterre a vu le jour au cœur du quartier prioritaire Chemin-de-l'île, marqué par une forte diversité culturelle et de nombreuses enclaves géographiques (Seine, autoroute, ligne de chemin de fer...). Soutenue par la ville et un tissu associatif dense, à travers notamment la mise en réseau et la mise à disponibilité de salles, les axes d'actions de celleci sont pensés en étroite collaboration avec les actrices et acteurs locaux (habitant.e.s, centres sociaux, associations, régie de quartier...). Chaque kapseur.se a la possibilité de travailler - au choix - sur des actions en lien avec le développement durable (organisation d'ateliers cuisine, soutien à l'animation d'un jardin partagé local...), l'art et culture (organisation d'activités manuelles, mise en valeur des cultures de chacun.e...) et la mémoire de quartier (faire vivre et mettre en avant la mémoire des habitant.e.s sous divers formats).

Dans un contexte riche en histoires urbaines et migratoires. et dans la perspective d'un projet de renouvellement urbain, cette dernière thématique semble particulièrement intéressante à investir pour l'équipe de l'AFEV 92. Les étudiant.e.s ont notamment pour projet de créer un escape game, afin de faire découvrir de manière ludique l'histoire du quartier aux jeunes habitant.e.s et de contribuer au lancement d'une revue rassemblant des récits de vies de personnes âgées résidant au sein de celui-ci. L'enjeu est de s'appuyer sur les synergies existantes et d'apporter, à l'ensemble des habitant.e.s (vivant au sein ou en dehors de la géographie prioritaire) une plus-value, une complémentarité ou un pas de côté, pour interroger le fait de vivre autrement, ajoute Lucile Le Fèvre, déléguée territoriale AFEV 92.

Interroger et explorer de nouvelles manières d'habiter

L'envie d'engagement au sein des guartiers en tant que bénévole, habitant.e et voisin.e, correspond au critère de sélection principal des kapseur.se.s. Ces dernièr.e.s, aux profils variés - tant sur le plan géographique, culturel, social que disciplinaire - ont l'opportunité de mettre à profit leur fibre sociale et créative au sein des projets collectifs et solidaires. Elles et ils bénéficient en interne, et à l'échelle régionale, de formations afin de mieux appréhender la gestion de projet, l'aller-vers les habitant.e.s, la prise de parole en public et les enjeux de la Politique de la ville. Ce projet KAPS permet de réfléchir à des nouvelles manières d'habiter, de s'engager auprès des populations des quartiers populaires, témoigne Lina Sebbar. Il pose également la question de comment on arrive dans une nouvelle ville en tant qu'étudiant.e et de comment on s'y engage, complète Lucile Le Fèvre.

CONTACTS:

AFEV 95 - Estelle Rose, déléguée territoriale AFEV 95 et Lina Sebbar, chargée de développement local AFEV95 : kaps.val-doise@afev.org

AFEV 92 - Lucile Le Fèvre déléguée territoriale AFEV 92, et Zaynab Olakorede, chargée de développement local Projet KAPS 92 : hauts-de-seine@afev.org

Recueil des fiches expériences 2021 Recueil des fiches expériences 2021





Le Pôle ressources ville et développement social, centre de ressources Politique de la ville ouest francilien, est un facilitateur au service des acteur.rice.s du développement des quartiers et des territoires. L'association exerce une mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnel.le.s, acteur.rice.s de la société civile (tels les conseils citoyens) et élu.e.s de l'ouest francilien dans les domaines du développement social et territorial.

Directeur de publication : **Guillaume Dejardin**

Directrice de la rédaction : Caroline Dumand

Contributeur.rice.s: Franck Doucet, Caroline Dumand,

Benoit Romero, Noémie Siéfert Chargé d'édition : Kaki Agency

Recueil des fiches expériences 2021 Recueil des fiches expériences 2021 27



Pêle Ressources Ville et développement social

Pôle ressources ville et développement social

39 rue des Bussys - 95600 Eaubonne

01 34 05 17 17 contact@lepoleressources.fr

Tenez-vous informé.es de l'actualité du Pôle Ressources sur www.lepoleressources.fr

Avec le soutien de :



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

